

“BONNE PRATIQUE” EN MATIERE D'ÉDUCATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LA RÉGION DE LA CEE ONU

Les "bonnes pratiques en matière d'EDD" sont des initiatives ayant trait à l'Éducation pour le développement durable, qui illustrent des bonnes pratiques, génèrent des idées et contribuent au développement de politiques. Ces bonnes pratiques :

1. mettent l'accent sur les dimensions éducatives et d'apprentissage du développement durable.
2. sont innovantes. Elles apportent des solutions nouvelles et créatrices aux problèmes courants, comme :
 - ❖ les moyens de découvrir les principaux problèmes locaux en rapport avec le développement durable
 - ❖ les moyens d'adaptation des processus pour s'accorder aux stratégies d'enseignement et d'apprentissage en usage
 - ❖ les moyens de stimuler les liens entre les structures/situations d'apprentissage et la communauté
 - ❖ les moyens d'intégrer les savoirs et la culture locale
 - ❖ l'élaboration de processus pour que les contenus des enseignements soient fixés en fonction des besoins locaux
 - ❖ des points de départ de discussions sur la meilleure façon de réaliser l'Éducation pour le développement durable.
3. font la différence. Elles ont un impact positif et tangible sur les conditions et la qualité de vie des individus, des groupes ou communautés concernés. Elles cherchent à établir des liens entre différents acteurs/secteurs de la société et sont inclusives, afin de permettre à de nouveaux partenaires de se joindre aux acteurs/institutions déjà en activité.
4. ont un effet durable. Elles contribuent à l'amélioration sensible des conditions de vie. Elles doivent intégrer les composantes économiques, sociales, culturelles et environnementales du développement durable et refléter leurs interactions/interdépendances dans leur conception et exécution.
5. offrent des possibilités de reproduction. Elles fournissent des méthodologies efficaces pour la coopération transdisciplinaire et multi-sectorielle. Elles servent comme modèles pour générer des politiques et des initiatives ailleurs.
6. offrent des éléments d'évaluation. Elles ont été et peuvent être évaluées en termes de critères d'innovation, de succès et de durabilité à la fois par des experts et les personnes concernées.

Si vous envoyez plus d'une "bonne pratique", veuillez indiquer l'ordre de priorité 1, 2 ou 3.

1. NOM DE L'INITIATIVE CONSIDÉRÉE COMME UNE BONNE PRATIQUE¹:

MANGERBOUGER.BE

Politique de promotion des attitudes saines sur les plans alimentaires et physiques pour les enfants et adolescents de la Communauté française de Belgique

2. NOM DU PAYS / DE L'ORGANISATION RESPONSABLE :

Gouvernement de la Communauté française de Belgique
Place Surllet de Chokier, 15-17
1000 Bruxelles
Tél. : +32(0)2 227-32-11
Fax. : +32(0)2 227-33-21

3. PERSONNES A CONTACTER

Rajae ESSEFIANI : Cabinet de Madame la Ministre présidente Marie ARENA, Place Surllet de Chokier, 15-17
1000 Bruxelles - Tél. +32(0)2 227 33 48 Fax. +32(0)2 227 33 21 rajae.essenfiani@cfwb.be

Annie DE WIEST : Secrétariat général du Ministère de la Communauté française, Directrice Développement durable, Boulevard Léopold II, 44,
1080 Bruxelles, - Tél. +32(0)495 36 35 36, annie.dewiest@cfwb.be

Conseillers en alimentation saine :

Benoît Rousse : +32(0)497 54 22 61 benoit.rousse@cfwb.be
Jean-Marie Dessard : +32(0)477 57 70 88 jean-marie.dessard@cfwb.be

4. SECTEURS D'INTERVENTION DE L'INITIATIVE (cochez une ou plusieurs cases) :

- | | | |
|---|---|---|
| <input checked="" type="checkbox"/> Éducation/apprentissage | <input checked="" type="checkbox"/> Environnement | <input type="checkbox"/> Droits de l'homme, Paix & sécurité humaine |
| <input type="checkbox"/> Éducateurs | <input checked="" type="checkbox"/> Eau | <input type="checkbox"/> Politique, Réglementation, Gouvernance |
| <input type="checkbox"/> Réduction de la pauvreté | <input type="checkbox"/> Changements climatiques | <input type="checkbox"/> Compréhension internationale |
| <input type="checkbox"/> Égalité des genres | <input type="checkbox"/> Biodiversité | <input type="checkbox"/> Diversité culturelle |

¹ Votre réponse à ce questionnaire ne doit pas dépasser 2 pages. Arial corps - 9; marges - 2 centimètres.

- | | | |
|---|--|---|
| <input checked="" type="checkbox"/> Promotion de la santé | <input type="checkbox"/> Prévention des catastrophes | <input type="checkbox"/> Savoirs autochtones |
| <input type="checkbox"/> VIH/SIDA | <input type="checkbox"/> Développement rural | <input checked="" type="checkbox"/> Outils et matériels (tels que Médias & TIC) |
| <input type="checkbox"/> Urbanisation durable | <input checked="" type="checkbox"/> Consommation durable | <input type="checkbox"/> Recherche / Développement |
| <input type="checkbox"/> Responsabilité des sociétés | <input type="checkbox"/> Tourisme durable | <input type="checkbox"/> Coopération régionale / internationale |
| <input type="checkbox"/> Économie | <input checked="" type="checkbox"/> Citoyenneté | <input type="checkbox"/> autre (veuillez préciser) |

5. DESCRIPTION DE L'INITIATIVE (fournir une brève description)

- Type de projet (gouvernemental, non-gouvernemental, municipal, autre) :
Gouvernemental
- Langue(s) de travail :
Français
- Endroit / Groupe(s) cible(s) / Nombre de personnes impliquées :
Les jeunes scolarisés dans les établissements scolaires de la Communauté française. 3 900 écoles.
- Année de commencement de l'initiative et durée : 2006-2009
- Budget et sources de financement : Financement public.
- Organisations partenaires impliquées dans ce projet (s'il y a lieu) : Question Santé, Service Communautaire de Promotion de la santé
- Acteurs-clés impliqués (comme la communauté locale) : les restaurants scolaires et leurs gestionnaires, le personnel de cuisine, les enseignants et les élèves, les parents et les professionnels de la santé.

6. PRINCIPAUX OBJECTIFS DE L'INITIATIVE (fournir une brève description)

Cette initiative vise à mettre en œuvre une politique volontariste de promotion d'une alimentation saine et réfléchie à l'école, lieu relevant de la sphère publique. **Se nourrir, boire, bouger correspondent à des besoins mais sont aussi des actes éminemment culturels liés à des notions de plaisir et de désir.** Il s'agit d'éduquer à l'esprit critique face à la pression du marketing et des médias en aidant les jeunes à opérer des choix responsables. On espère ainsi favoriser une citoyenneté plus active chez ceux qui seront les consommateurs de demain. Les différentes actions tiennent compte des contextes physiologiques, sociaux, psychologiques, comportementaux et environnementaux dans lesquels évoluent les jeunes. Il s'agit de développer une culture des bonnes habitudes alimentaires fondées davantage sur le plaisir et les repères que sur la médicalisation et le curatif. Des ateliers du goût et des saveurs seront organisés. Une attention particulière est portée aux boissons et en-cas caloriques par la mise à disposition de points d'eau attrayants. La dimension locale des produits sera favorisée pour l'approvisionnement des cantines dont les responsables bénéficieront de formations spécifiques en diététique.

7. MÉTHODOLOGIE (fournir une brève description)

Cette politique dynamique et évolutive s'articule sur des mesures concrètes à court terme et des impulsions à plus long terme qui s'élaboreront au fur et à mesure de la construction et de la validation des partenariats.

Créer des repères collectifs, renforcer le maillage entre familles et autorités dans le domaine de l'alimentation, mobiliser le personnel des cantines scolaires, mobiliser tous les opérateurs susceptibles de renforcer la démarche, mobiliser les apprentissages intellectuels, renforcer le discernement des élèves face aux signaux publicitaires et commerciaux, inciter à la pratique sportive. Il s'agit aussi de tenir compte de la culture et du tissu social particuliers à chaque école.

Le projet est **participatif, intersectoriel** et privilégie la dimension psychosociale. Des synergies seront recherchées entre le public et l'associatif, les parents, les professionnels de la santé et les différents niveaux de pouvoir.

Une **mallette pédagogique** sera mise à disposition des écoles qui comprendra notamment un projet de lettre mensuelle à adresser aux parents et des références sur l'alimentation et l'éducation aux médias. Un **label « alimentation saine »** sera octroyé aux écoles qui développeront un projet intégré qui prendra en compte tant les actions pédagogiques que la qualité et la diversité des produits alimentaires mis à disposition. Des **formations continuées** pour le **personnel des cantines scolaires** seront organisées. La **consommation d'eau** sera favorisée en renforçant l'accès à l'eau de distribution par la mise à disposition de carafes et de verres ainsi que par l'instauration de moments d'hydratation.

Des **indicateurs** seront développés tant en matière de santé qu'en matière d'activité physique.

Un **site Internet** www.mangerbouger.be complète ce dispositif ainsi qu'un **magazine** trimestriel distribué gratuitement dans toutes les écoles « mangerbouger.be ». Une exposition itinérante est en cours d'installation.

Deux conseillers en alimentation saine ont été recrutés

8. RÉSULTATS ET ÉVALUATION DE L'INITIATIVE (fournir une brève description et évaluation)

- Résultats
Le projet est en phase de démarrage. Une évaluation est prévue.
- Points forts
 - Ce projet est le résultat d'une concertation poussée entre le Gouvernement, les administrations, les fédérations de pouvoirs organisateurs des écoles, les représentants des enseignants, divers conseils consultatifs, des médecins, des

nutritionnistes et des diététiciens. Il bénéficie d'une coordination des pouvoirs publics à tous niveaux. Du personnel a été recruté afin d'aider les acteurs de terrain.

- Il apporte des réponses concrètes et coordonnées à une question de santé publique en veillant à ne pas stigmatiser les personnes en difficulté mais en offrant une approche positive de la santé et du sport dans le cadre de l'école, lieu de socialisation.
 - Il existe une possibilité de personnalisation des initiatives prises par les écoles.
 - Des acteurs de tous les âges et de tous les horizons sont impliqués (élèves, parents, enseignants, personnel de cantine, fonctionnaires, fournisseurs etc.)
 - Une campagne médias, un site Internet et un magazine enrichissent le dispositif.
- Faiblesses et risques
 - Difficultés possibles à faire admettre la question comme prioritaire dans les écoles
 - Poids et force des stéréotypes alimentaires diffusés par les médias commerciaux
 - Problèmes rencontrés (*répondre s'il y a lieu*)
 - Conditions pour reproduire l'initiative avec succès (*répondre s'il y a lieu*)
 - Questions non résolues (*répondre s'il y a lieu*)
 - Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique ?

Cette initiative aura un impact positif et durable sur les comportements alimentaires des enfants et de jeunes de la Communauté française de Belgique car elle part de leur vécu quotidien et veille, en tenant compte de données scientifiques, à combiner diverses approches. Elle intègre de nombreuses personnes de tous âges et formation dans une démarche inclusive. Les aspects culturels, sociaux, environnementaux et économiques sont pris en compte pour forger un projet pédagogique qui dépasse le cadre de l'école tout en reposant sur elle. Cette initiative ne concerne pas seulement la santé mais participe d'une approche citoyenne des comportements alimentaires. Les bonnes pratiques qui se dégageront pourront servir de modèles pour générer des politiques plus spécifiques.